

Titre de la séance: L'économie sociale et solidaire au centre de l'agenda du REFELA, un levier pour l'autonomisation des femmes en Afrique

Date / Durée: 23 octobre 2020 de 13h30 à 15h00 UTC+2 – 90 minutes

Format de la séance: Table ronde

Public visé: Gouvernements locaux, organisations de l'économie sociale et solidaire

Objectifs & description de la séance:

Cette session cadre avec les orientations de l'Agenda 2019-2021 du REFELA, adopté en Assemblée Générale à l'édition du Sommet Africités de novembre 2018 à Marrakech. Et au centre de cet Agenda, le lancement, la mise en œuvre et le suivi de la "Campagne des villes africaines favorables à l'autonomisation économique des femmes", car les femmes maires et élues locales sont convaincues que l'entrepreneuriat dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS) repensé, constituera un levier pour garantir l'autonomisation économique des femmes.

Cependant, un des constat qui ressort de l'étude et des analyses réalisées et consignées dans le ['Rapport analytique de la situation de l'autonomisation économique des femmes à l'échelle de l'Afrique'](#) démontre que même dans ce domaine de l'économie dite sociale et solidaire, les femmes africaines subissent encore des contraintes à être porteuses et prometteuses de projets d'entreprises sociales et solidaires en mesure de leur garantir l'autonomie économique, dont elles ont un plein droit, du fait des discriminations encore persistantes.

Il est noté que pour la plupart des pays africains, en moyenne, 5% seulement de femmes dirigent des entreprises (en tant que PDG) (4,3% des entreprises sont dirigées par les femmes au Maroc, voir Fiche profilage), à l'exception de certains pays où elles sont à la tête d'entreprises en moyenne, à 20% et plus (Cameroun, 22,7%, Madagascar, 28,2%, (voir Fiches Profilage).

Cet état de l'entrepreneuriat des femmes africaines rencontrent, comme pour leur emploi dans ce secteur de l'ESS, des obstacles, en plus d'obstacles spécifiques liées à leurs conditions de femmes, qui font qu'elles sont cantonnées dans leur majorité à des activités informelles, à peine en mesure de leur apporter un minima de moyens de subsistances. Parmi les principaux obstacles à un meilleur positionnement économique des femmes africaines, il est à citer (i) les limites de leurs accès au financement (un des plus grand obstacle couramment déclaré par les femmes, enquête REFELA); (ii) l'exclusivité masculine des grandes entreprises sociales et solidaires, excluant la participation des femmes; (iii) le cantonnement des femmes de la part des Etats et de certaines organisations internationales dans ce que l'on appelle les activités génératrices de revenus (AGR).

Modérateur & intervenant·e·s:

Mot d'accueil et d'introduction

- Mme Annie Chrystel LIMBOURG IWENGA, Maire Adjointe au maire de Libreville (Gabon), Membre du Caucus REFELA pour l'Afrique Centrale
- M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général, CGLU Afrique
- Mme Laurence Kwark, Secrétaire Générale, GSEF

Présentation du Programme du webinaire et facilitation

- Dr Malika Giorgi Ghefrane, Conseillère Spéciale du REFELA, CGLU Afrique
 - **1^{ère} Communication:** *L'apport de l'ESS dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin: un panorama des expériences en Afrique et dans le monde* - **Dr CHIYOGÉ BUCHEKABIRI SIFA, chapitre africain de l'Alliance Coopérative Internationale (ICA)** (à confirmer)
 - **2^{ème} communication :** *Lever les obstacles au développement de l'entrepreneuriat féminin dans le domaine de l'ESS en Afrique* - **M. CHEICK GUEYE, Maire de la commune de Dieuppeul-Derklé et 1^{er} adjoint au maire de Dakar, Sénégal** (à confirmer)
 - **3^{ème} communication:** *La Coopération Sud-Sud dans le domaine de l'ESS : le cas des partenariats initiés par le Conseil Régional de l'Oriental avec ses régions partenaires en Afrique subsaharienne* - **M. ETTAYEB EL MASBAHI, Vice-Président de la Région de l'Oriental-Maroc**
 - **4^{ème} Communication:** *La coopération Nord-Sud dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat féminin: le cas du partenariat REFELA/CGLU Afrique et FAMSÍ (Espagne), en faveur de l'autonomisation des femmes au niveau local* – **M. SERGIO CASTANAR, Coordonnateur, Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSÍ), Espagne**

Débat ouvert et recommandations

- Facilitation par Dr. Malika Giorgi Ghefrane, Conseillère Spéciale du REFELA, CGLU Afrique

Conclusions et clôture de la session

- Mme Annie Chrystel LIMBOURG IWENGA, Maire Adjointe au maire de Libreville (Gabon), Membre du Caucus REFELA pour l'Afrique Centrale
- Mme Laurence Kwark, Secrétaire Générale, GSEF
- M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général, CGLU Afrique

Résultats attendus:

Cette séance proposée par le REFELA vise ainsi à traiter l'ESS sous cet angle, en investissant avec le Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF), les partenaires et tous les participantes et participants, les questions suivantes:

1. Qu'apporte l'ESS dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin et quelles perspectives de développement sont envisagées dans ce domaine en Afrique ?
2. Quelles améliorations apporter à l'environnement institutionnel, juridique et financier à mettre en place au niveau des collectivités territoriales et au niveau national pour

lever les obstacles à l'émergence d'un plus grand nombre d'entreprises dirigées par les femmes dans le cadre de l'ESS ?

3. Quelles coopérations organiser entre collectivités territoriales et entrepreneurs féminins de l'ESS pour renforcer la contribution de l'ESS dans le développement économique au niveau des territoires et quels sont les secteurs et filières les plus intéressantes à cet égard ?

Session Title: The Social and Solidarity Economy at the Core of REFELA's Agenda: A Lever for Women's Empowerment in Africa

Date / Duration: 23 October 2020 from 1:30 to 3:00 pm – 90 minutes

Session Format: Roundtable

Target Audience: Local governments, Social and Solidarity Economy organizations

Objectives & Description of the Session:

To this end, this webinar focuses on the 'Campaign of African cities favourable to Women's Economic Empowerment', which is part of the priority program of REFELA's Agenda 2019-2021 adopted at its general assembly held within the framework of the Africities Summit, in Marrakech, Morocco, from 20 to 24 November 2018. The members of REFELA are convinced that women entrepreneurship in the field of social and solidarity economy (SSE) redesigned, can constitute a lever to achieve and accelerate the economic empowerment of women, at the level of African and even international local authorities.

However, analyzes carried out by the REFELA Secretariat and recorded in the '[Analytical Report on the Situation of Women's Economic Empowerment in Africa](#)' show that even in this area of the so-called social and solidarity economy, African women face the same difficulties as in other sectors of the economy to create and develop their enterprises.

Female entrepreneurship remains the exception rather than the rule. For most African countries, on average, only 5% of businesses are headed by women (4.3% in Morocco), with the exception of some countries where the percentage of women business owners is remarkably higher: 28.2% in Madagascar; 22.2% in Cameroon.

Commonly cited obstacles are: (i) their limited access to finance, (ii) limited knowledge of the possibilities of creating women's cooperatives in SSE; (iii) the confinement of women to the survival micro-enterprise sector within the framework of projects, more in the order of income-generating activities (IGA), often supported by States and their development partners.

Moderator & Speakers:

Welcome remarks

- Ms. Annie Chrystel LIMBOURG IWENGA, Deputy Mayor of Libreville (Gabon), Member of the REFELA Caucus for Central Africa
- Mr. Jean Pierre ELONG MBASSI, Secretary General of UCLG Africa
- Ms. Laurence KWARK, Secretary General, GSEF

Presentation of the program and facilitation

- Dr Malika Giorgi Ghefrane, Special Advisor of REFELA, UCLG Africa
 - *The contribution of SSE in the promotion of women's entrepreneurship: an overview of experiences in Africa and around the world – Dr. CHIYOGÉ BUCHEKABIRI SIFA, African Chapter of the International Cooperative Alliance (ICA) (tbc)*
 - *Overcoming barriers to the development of female's entrepreneurship in the field of SSE in Africa - Mr. CHEICK GUEYE, Mayor of the commune of Dieuppeul-Derklé and Deputy Mayor of Dakar, Senegal (tbc)*
 - *South-South Cooperation in the field of SSE: the case of partnerships initiated by the Oriental Regional Council with its partner regions in sub-Saharan Africa - Mr. ETTAYEB EL MASBAHI, Vice-President of the Oriental-Morocco region, Morocco*
 - *North-South cooperation in the promotion of women entrepreneurship: the case of the REFELA/UCLG Africa and FAMSI (Spain) partnership, in favor of the empowerment of women at the local level – Mr. SERGIO CASTANAR, Coordinator, Andalusian Fund of Municipalities for International Solidarity (FAMSI), Spain*

Open discussion and recommendations

- Facilitation by Dr. Malika Ghefrane, Special Advisor of REFELA, UCLG Africa

Conclusion and closing of the session

- Ms. Annie Chrystel LIMBOURG IWENGA, Deputy Mayor of Libreville (Gabon), Member of the REFELA Caucus for Central Africa
- Ms. Laurence KWARK, Secretary General, GSEF
- Mr. Jean Pierre ELONG MBASSI, Secretary General of UCLG Africa

Expected Results:

This REFELA-UCLG Africa-GSEF session would like to address how the abovementioned three obstacles are experienced and faced by women who are interested in entrepreneurship in different regions of Africa, and explore how SSE can help to remove them. It is proposed to address the following 3 main questions with all partners and participants in this session:

1. What is the contribution of SSE to the promotion of women's entrepreneurship and what development prospects are envisaged in this area in Africa?



CIUDAD DE MÉXICO 2021
FORO GLOBAL DE LA
ECONOMÍA SOCIAL



UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE



2. What improvements in the institutional, legal and financial environment at local government and national levels can be made to remove obstacles to the emergence of more women-led SSE enterprises?
3. What cooperation should be organized between local governments and SSE women entrepreneurs in order to strengthen the contribution of SSE to the economic development at the territorial level and what are the most interesting sectors and branches in this respect?